



## Le chômage continue à baisser, mais l'emploi marque le pas

**A**u 2<sup>e</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié ne progresse plus dans le Grand Est, contrairement au trimestre précédent. L'emploi dans l'industrie, et surtout l'intérim, diminue. Le chômage baisse et les demandeurs d'emploi sont moins nombreux ce trimestre. Les logements autorisés à la construction comme les mises en chantier se replient fortement. La fréquentation des hébergements touristiques reste bien orientée dans la région, comme au niveau national. Seuls les micro-entrepreneurs créent davantage d'entreprises, tandis que les défaillances repartent à la hausse. Les exportations sont stables, malgré des ventes à l'Allemagne, premier partenaire commercial de la région, en augmentation. La croissance allemande fléchit sous l'effet des incertitudes liées au Brexit et des tensions entre la Chine et les États-Unis.

Samuel Balmand, Liliane Clément, Florent Isel, Marie-Laure Kayali, Brigitte Martin, Thibaut Martini, Jacques Marty (Insee)

Rédaction achevée le 4 octobre 2019

### Atonie de l'emploi

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié du Grand Est ne poursuit pas sa progression du trimestre précédent. La perte s'établit à 750 emplois, exclusivement dans le secteur privé. À l'inverse, en France, la tendance reste positive avec une progression de + 0,2 %, après + 0,4 %. Secteur privé comme public suivent la même dynamique à + 0,2 %. Toutes les autres régions créent davantage d'emplois qu'elles n'en détruisent, à l'exception de la Bourgogne-Franche-Comté (- 0,1 %). L'emploi régresse de 0,2 % dans les deux plus importants départements employeurs du Grand Est, le Bas-Rhin et la Moselle, comme dans la Haute-Marne (- 0,3 %). L'emploi est bien orienté en Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges (+ 0,2 %).

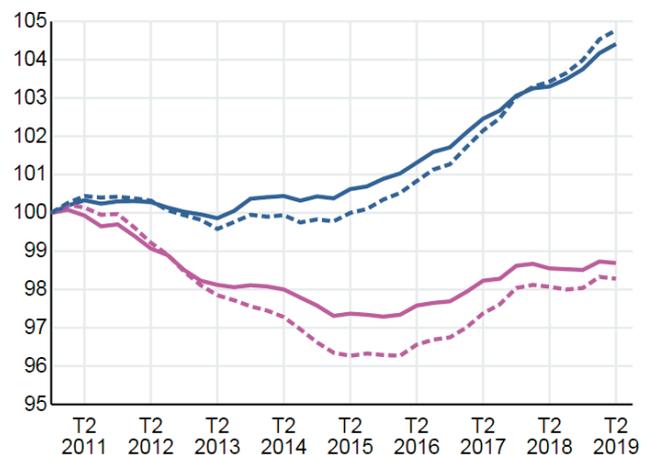
### Légère progression dans le tertiaire marchand hors intérim

L'emploi continue de s'améliorer dans le tertiaire marchand hors intérim, avec un gain de 1 120 emplois salariés, soit une évolution de + 0,1 %. Il est cependant moins dynamique qu'au niveau national (+ 0,3 %). L'hébergement-restauration est le secteur qui contribue le plus à ce gain, avec 930 emplois supplémentaires (+ 1,2 %). Huit départements sur dix sont orientés à la hausse, comme les Ardennes, la Meuse et le

### 1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Grand Est
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Grand Est
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Haut-Rhin (+ 0,5 %). Seuls l'Aube et la Moselle perdent des emplois (- 0,3 % et - 0,1 %). Les activités scientifiques et techniques sont les seconds contributeurs de la hausse du secteur, à + 0,3 %.

### Coup d'arrêt dans la construction

Après une croissance de 1,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, l'emploi dans le secteur de la construction stagne au 2<sup>e</sup> trimestre. Au niveau national, la croissance s'établit à + 0,5 %. Les plus fortes baisses concernent les Ardennes, la Marne et le Haut-Rhin (entre - 1,0 % et - 0,5 %). À l'inverse, l'amélioration est notable en Meurthe-et-Moselle (+ 1,3 %) et à un degré moindre dans l'Aube et la Meuse (+ 0,8 % et + 0,6 %).

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi se maintient, alors qu'il a redémarré en France (+ 0,2 %). Il régresse dans le Bas-Rhin et la Meuse (- 0,3 % et - 0,2 %) et progresse dans les Ardennes et les Vosges, de 0,3 % et 0,4 %.

### Retournement de tendance pour l'emploi intérimaire

L'évolution de l'emploi intérimaire est à l'opposé du trimestre précédent (- 2,3 % pour 1 560 emplois en moins). La baisse est moins importante au niveau national (- 0,2 %) et le Grand Est est la région qui perd le plus d'emploi dans ce secteur. Trois départements sont tout de même bien orientés : l'Aube, le Haut-Rhin et la Meurthe-et-Moselle (de + 0,6 % à + 2,1 %). L'emploi intérimaire régresse dans les autres départements, jusqu'à - 6,2 % en Haute-Marne. Les secteurs de la construction et surtout de l'industrie sont les plus touchés. On dénombre respectivement 400 et 1 300 intérimaires de moins, soit de - 3,4 % à - 4,0 %.

L'industrie subit un deuxième trimestre consécutif de baisse (- 0,2 %). C'est le cas dans la quasi-totalité des départements, en particulier le Haut-Rhin où elle atteint 0,5 %, conséquence de la réduction d'effectif du groupe PSA à Mulhouse. Parmi les départements du Grand Est, les Ardennes et la Meuse font figure d'exception avec des gains de 0,4 % et 1,4 %. La fabrication de matériel de transport continue de pâtir le plus de cette diminution (- 0,7 %), alors que la fabrication de biens d'équipements est une nouvelle fois en augmentation à + 0,2 % après + 0,4 %.

## 2 Évolution de l'emploi intérimaire

— Grand Est  
— France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

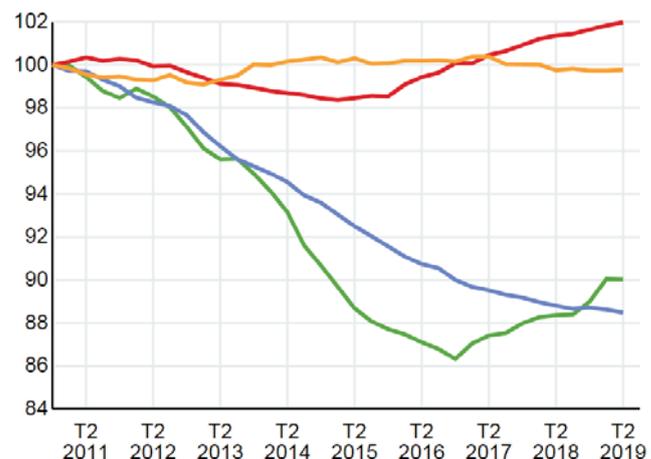


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## 3 Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Grand Est

— Construction  
— Industrie  
— Tertiaire marchand hors intérim  
— Tertiaire non marchand

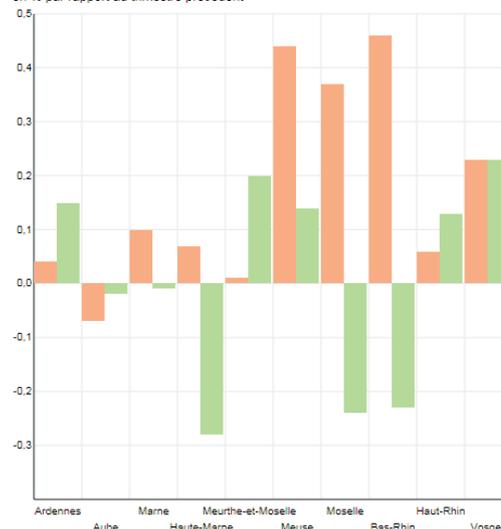
indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## 4 Évolution de l'emploi salarié total par département

— 2019T1 — 2019T2  
en % par rapport au trimestre précédent



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

### Baisse du chômage dans la quasi-totalité des zones d'emploi

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, le taux de chômage dans le Grand Est s'élève à 8,1 %, proche du niveau métropolitain (8,2 %). Il baisse de 0,6 point sur un an et de 0,1 point sur un trimestre. Il recule dans tous les départements, en particulier en Haute-Marne (- 0,4 point) pour atteindre 7,1 %, taux le plus faible de la région à égalité avec celui du Bas-Rhin. Dans l'Aube, la Meuse et les Vosges, la baisse est de 0,3 point, l'Aube restant le département de la région où le taux de chômage est le plus élevé (10,6 %).

Le nombre de chômeurs augmente légèrement dans la zone d'emploi de Lunéville (+ 0,1 point) et diminue dans toutes les autres zones de la région. C'est dans celle de Vitry-le-François/Saint-Dizier que la

baisse est la plus importante (- 0,4 point). Suivent Chaumont-Langres, Bar-le-Duc, Forbach et Saint-Dié-des-Vosges ou le repli est de 0,3 point.

Le taux de chômage le plus élevé est de 10,9 % dans la zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges et le taux le plus bas de 4,7 % à Wissembourg. L'écart entre ces deux zones se réduit de 0,2 point pour atteindre 6,2 points.

### Moins de demandeurs d'emploi mais forte hausse pour les jeunes hommes

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C baisse de 0,5 % à 452 760 ce trimestre. Ceux qui n'ont exercé aucune activité (catégorie A) sont 277 650, soit une diminution de 0,1 % après - 1,3 % au trimestre précédent. C'est un peu moins qu'au niveau métropolitain (- 0,4 %).

L'amélioration se poursuit dans les départements de la Haute-Marne (- 2,2 %), de l'Aube, de la Moselle (- 0,4 %), du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. En revanche le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans les Ardennes, la Meuse, la Marne et les Vosges.

Après plusieurs trimestres de diminution, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi repart à la hausse (+ 1,8 %), en particulier chez les hommes (+ 3,4 %), alors que celui des seniors poursuit sa baisse, mais à un rythme plus faible (- 0,3 %). À l'inverse du trimestre précédent, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi augmente (+ 0,6 %), alors que celui des femmes recule (- 0,9 %).

Le chômage de longue durée régresse pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif (- 0,8 %). Ce sont ainsi 221 120 personnes qui recherchent un emploi depuis plus d'un an, soit 48,8 % des demandeurs d'emploi, alors que cette part se stabilise en légère hausse en France métropolitaine (47,5 % après 47,4 %).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, le nombre d'entrées à Pôle emploi diminue de 1 %. À l'inverse du précédent, les entrées pour fin de contrat et de mission d'intérim baissent de 2,2 %. Les licenciements économiques restent stables et les ruptures conventionnelles reculent de 2 %.

### Contraction des permis de construire et des mises en chantier

Entre juin 2018 et juin 2019, le nombre de logements autorisés à la construction diminue sur un an de 15,6 % dans le Grand Est et de 6,9 % en France. Dans la région, cette dégradation est principalement liée aux logements collectifs, en baisse de 20 %. Avec seulement 6 700 autorisations délivrées, le Bas-Rhin, qui représente à lui seul 25 % des permis de construire, enregistre la chute la plus importante (- 37 %). La Meurthe-et-Moselle et le Haut-Rhin, qui rassemblent un autre quart des logements autorisés régionaux, sont aussi en recul, contrairement à la Marne dont la progression est de 23 %. Les autorisations croissent également dans les départements ruraux des Vosges, de la Haute-Marne et des Ardennes.

Les mises en chantier de logements sont orientées à la baisse, en France comme dans le Grand Est (- 4,6 % et - 6,4 %). Dans le Bas-Rhin, 7 700 logements ont été commencés contre 9 400 un an auparavant, soit un tassement de 19 %. La Moselle et le Haut-Rhin, dont les volumes d'ouvertures de chantier sont proches, connaissent des évolutions contrastées : - 11 % et + 11 %. Il en est de même pour la Meurthe-et-Moselle et la Marne (- 19 % et + 19 %). La tendance est favorable dans l'Aube et dans les Vosges au contraire des Ardennes, de la Haute-Marne et surtout de la Meuse (- 16 %), mais les volumes y sont nettement inférieurs avec moins de 500 logements commencés.

Dans le non-résidentiel, les surfaces autorisées à la construction poursuivent leur hausse. La croissance est de 1,3 % en France et de 6,3 % dans le Grand Est. Au cours des douze derniers mois, près de 1,5 million de mètres carrés cumulés de locaux ont été autorisés dans le Bas-Rhin et en Moselle. Ce chiffre est en progression de 32 % par rapport au cumul annuel précédent. L'Aube et la Meuse affichent également un bon dynamisme, mais sur des volumes nettement moins

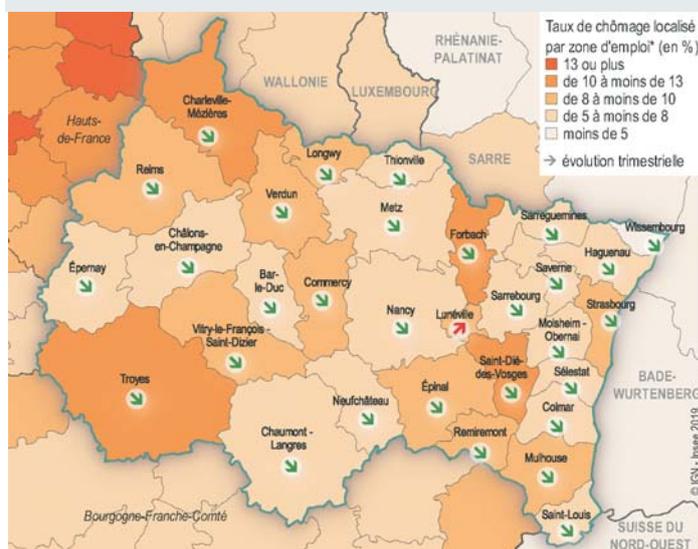
### 5 Taux de chômage

— Grand Est  
— France hors Mayotte



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

### 6 Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2019

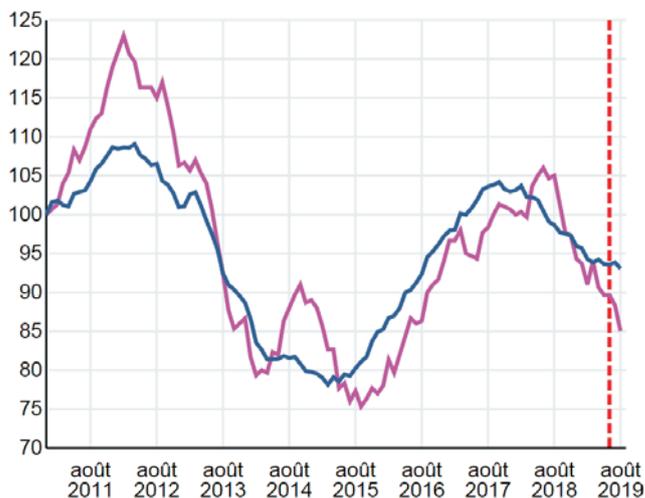


Note : données provisoires pour le deuxième trimestre 2019.  
\* Zone d'emploi (FR), Région (BE), Land (DE), Pays (LU), Suisse du Nord-Ouest (CH).  
Sources : Insee, Statbel, Destatis, Statec, OFS.

### 7 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

— Grand Est  
— France hors Mayotte

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.  
Source : SDES, Sit@del2.

importants. En revanche, le repli varie de 21 % à 37 % dans le Haut-Rhin, la Meurthe-et-Moselle, les Ardennes et la Haute-Marne.

Les mises en chantier des locaux poursuivent quant à elles leur baisse dans le Grand Est. En cumul annuel, elles sont en recul de 5,7 % pour une stabilité en France. Dans la Marne et en Meurthe-et-Moselle, la baisse est supérieure à 35 %. Elle est plus limitée dans les Vosges, la Haute-Marne et le Haut-Rhin. Le Bas-Rhin et la Moselle, qui rassemblent 43 % des mises en chantier de locaux, gagnent respectivement 11 % et 6 %.

### Un bon trimestre pour la fréquentation touristique dans le Grand Est

Avec près de 5,1 millions de nuitées au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, la fréquentation des hébergements touristiques collectifs du Grand Est (hors campings) est en augmentation de 2,8 % par rapport à la même période l'année précédente. Cette hausse est légèrement plus marquée qu'au niveau métropolitain (+ 2,5 %) et concerne autant la clientèle résidente que celle en provenance de l'étranger.

La fréquentation touristique croît fortement en avril (+ 8 %), portée par l'affluence de touristes en provenance de l'étranger (+ 17 %). Les touristes ont été moins nombreux en mai (- 6 %), probablement à cause d'une météo plus capricieuse durant ce mois et d'un calendrier de vacances moins favorable qu'en 2018, les jours fériés des 1er et 8 mai étant des mercredis, jour moins favorable à la prolongation d'un week-end. Le volume des nuitées est à nouveau en hausse au mois de juin (+ 7 %).

Localement, la fréquentation progresse dans les métropoles de Strasbourg et Metz (+ 9 % et + 6 % respectivement) et se contracte légèrement dans le massif des Vosges et la région de Troyes (- 1 % et - 3 %).

Dans les hôtels, elle est en hausse tant au niveau régional (+ 2,2 %) qu'au niveau métropolitain (+ 2,4 %). Dans le Grand Est, cet accroissement est davantage lié aux touristes en provenance de France que ceux en provenance de l'étranger (+ 3,1 % contre + 0,5 %), alors qu'en France métropolitaine la contribution des deux types de clientèle est beaucoup plus équilibrée.

La fréquentation des autres hébergements collectifs de tourisme (AHCT) affiche une belle progression de 5 % au 2<sup>e</sup> trimestre, soit près du double de celle relevée en métropole. L'augmentation du nombre de nuitées des non-résidents dépasse les 12 %, alors qu'elle n'est que de 2 % pour les touristes résidant en France. L'engouement pour cette forme de tourisme se confirme dans le Grand Est, avec une hausse de la fréquentation par rapport à la même période un an auparavant chaque trimestre depuis l'été 2017.

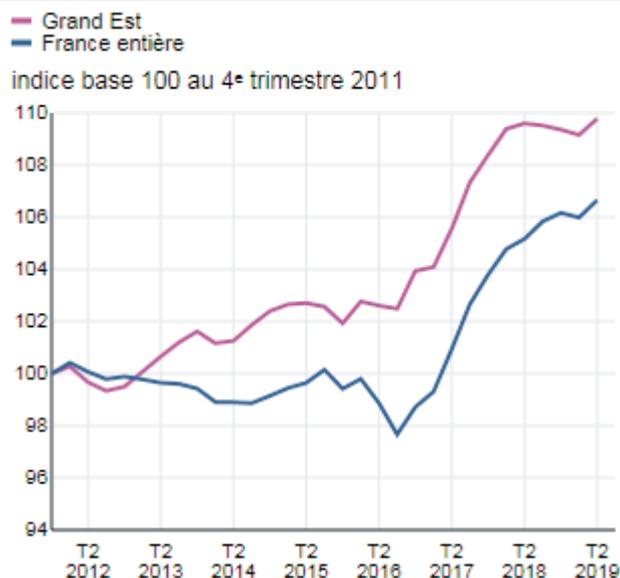
#### Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions ([en savoir plus](#)).

### Créations d'entreprises : seules les micro-entreprises sont plus nombreuses

Le nombre de créations d'entreprises se tasse au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 par rapport au trimestre précédent (+ 0,4 % après + 6,1 %), ce qui représente 10 320 entreprises de plus dans le Grand Est. Cette hausse est exclusivement le fait des micro-entreprises (+ 0,9 %). Au niveau national, les créations sont aussi en diminution, passant de + 7,9 % à + 1,0 %. En revanche, ce sont les entreprises classiques qui soutiennent les créations (+ 2,4 %), alors que le nombre d'immatriculations de micro-entreprises diminue de 0,5 %.

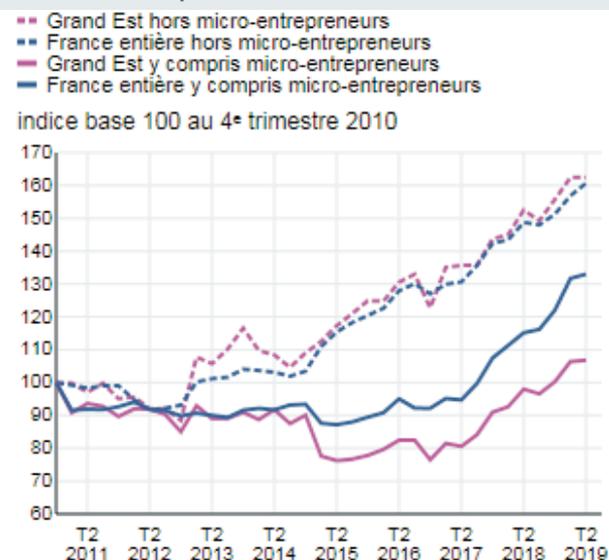
## 8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2011.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

## 9 Créations d'entreprises

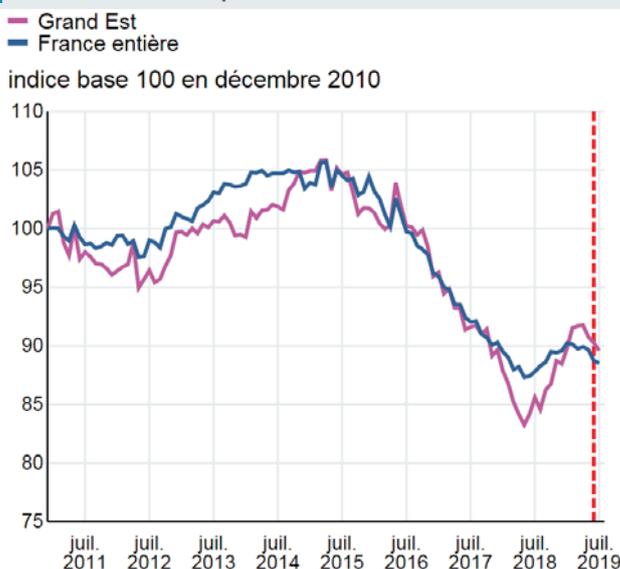


Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

## 10 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 25 septembre 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

Par rapport au cumul annuel mesuré un an plus tôt, 4 300 entreprises supplémentaires ont été créées, soit une augmentation de 12 %. La progression est toujours plus marquée chez les micro-entrepreneurs (+ 17 %) que pour les entreprises classiques (+ 9 %).

Comme lors du trimestre précédent, la hausse concerne l'ensemble des départements. Le Bas-Rhin est celui où la progression est la moins importante (+ 6,8 %). La croissance des créations dépasse 10 % dans tous les autres départements, les plus fortes se situant en Haute-Marne (+ 18 %), dans l'Aube et la Meurthe-et-Moselle (+ 20 % chacun).

Les grands secteurs d'activités présentent un rythme similaire à celui du trimestre précédent. Par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, l'industrie crée 5,8 % d'entreprises supplémentaires et le commerce, le transport et l'hébergement-restauration 18 %. L'immatriculation des micro-entreprises soutient la hausse des créations dans l'ensemble, à l'exception de la construction où le gain est de 14 % pour les deux types d'entreprises.

### Nouvelle hausse des défaillances d'entreprises

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, 4 180 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire en cumul annuel brut, soit une nouvelle hausse de 7,2 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018. En France, l'augmentation continue également, mais à un niveau moindre (+ 1,5 % après + 2,0 %). La progression des défaillances concerne la plupart des départements ; seuls le Bas-Rhin et les Ardennes sont en diminution (- 7,5 % et - 5,1 %). Le commerce et les services marchands hors intérim, qui regroupent plus de deux tiers des défaillances, sont en hausse de 14,2 % et 9,9 %.

Comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, le cumul annuel brut d'entreprises défaillantes décroît de 1,6 % comme au niveau national (- 1,1 %).

### Les partenaires commerciaux anglo-saxons participent au maintien des exportations

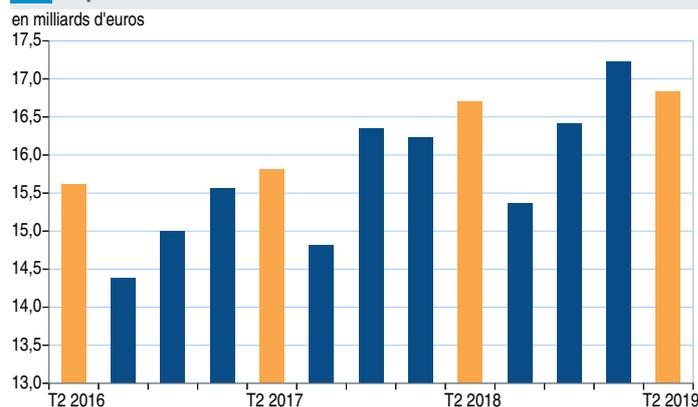
Les exportations en valeur du Grand Est au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 sont stables, rapportées à celles du même trimestre l'année précédente (+ 0,8 %), à 16,8 milliards d'euros. Elles étaient en hausse marquée en glissement annuel au trimestre précédent (+ 6,1 %) et progressent sur quatre trimestres glissants (+ 2,7 %).

Vers les partenaires de la zone euro, les exportations reculent (- 1,4 %), après avoir augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre (+ 2,6 %).

Les ventes à destination de l'Allemagne, qui représentent près du quart des exportations, restent stables (- 0,4 %, après + 1,4 %), comme celles vers les Pays-Bas et la Suisse. La progression des exportations vers le Royaume-Uni se poursuit (+ 4,0 %, après + 27,5 % et + 13,1 % sur quatre trimestres glissants). Celles vers l'Italie et la Belgique, dont le niveau variait peu auparavant, sont orientées à la hausse (+ 6,7 % et + 5,6 %). En revanche, celles vers l'Espagne, stables également au trimestre précédent, sont en net repli (- 11,1 % et - 6,9 % sur quatre trimestres glissants). Hors d'Europe, la forte hausse vers les États-Unis perdure (+ 22,8 %, après + 40,7 % et + 27,0 % sur quatre trimestres glissants). Ces destinations représentent chacune plus de 4 % des exportations et 70 % ensemble.

Les ventes de véhicules automobiles, dont la bonne tenue sur quatre trimestres glissants (+ 12,9 %) est à souligner, de produits chimiques et d'équipements électriques autres qu'appareils ménager sont orientées à la hausse, comme au trimestre précédent (+ 7,9 %, + 4,7 % et + 2,3 %). Celles de boissons se maintiennent (+ 0,6 %, après + 8,6 %), tandis que la tendance se retourne pour les machines et équipements d'usage général et les produits pharmaceutiques (- 1,5 % et - 2,3 %). Les exportations d'équipements automobiles et de produits sidérurgiques continuent à décroître (- 10,1 % et - 9,8 %), avec une certaine constance pour les premières (- 11,2 % sur quatre trimestres glissants). Les ventes de chacun de ces produits dépassent près de 4 % des exportations et en représentent près de la moitié ensemble. ■

### 11 Exportations du Grand Est



Note : données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte.  
Source : Douanes.

*Les données étant révisées tous les mois de façon plus ou moins importante, il est possible que les évolutions et tendances des trimestres passés ne coïncident plus avec celles présentées ci-dessus.*

### Contexte national

#### La croissance française résiste au ralentissement mondial

Malgré un contexte international morose, l'activité française a résisté au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 (+ 0,3 % comme au trimestre précédent) soutenue par la demande intérieure. La consommation a crû à un rythme modeste mais régulier, soutenue par les gains de pouvoir d'achat. L'investissement privé comme public a été dynamique, notamment en construction, porté par le cycle électoral municipal et par des conditions de financement favorables. Avec plus de 50 000 créations nettes d'emploi au deuxième trimestre, le taux de chômage s'est replié à 8,5 %.

Le moral des entrepreneurs et celui des ménages atteignent des niveaux relativement élevés : le PIB français progresserait donc à un rythme régulier d'ici la fin de l'année (+ 0,3 % par trimestre) malgré une contribution nulle du commerce extérieur, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. En moyenne annuelle, il croîtrait de 1,3 % en 2019 (après + 1,7 % en 2018).

## Fléchissement de l'activité en Allemagne

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, l'activité caele en **Allemagne** et le PIB recule de 0,1 %, après les hausses de 0,4 % au trimestre précédent et de 0,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. L'Allemagne est pénalisée par le repli des échanges extérieurs. Les exportations régressent de 1,3 % et les importations de 0,3 %. En conséquence, la valeur ajoutée brute réelle de l'industrie manufacturière recule de 4,9 %. La demande intérieure continue toutefois de soutenir la croissance, aussi bien du côté des ménages que de l'État (+ 0,1 % et + 0,5 %). Les investissements sont également en hausse (+ 0,6 %), principalement pour les biens d'équipement (+ 1,0 %), alors qu'ils se replient dans la construction (- 1,0 %).

La situation de l'emploi reste favorable, et le nombre de personnes en emploi augmente de 1,0 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 et de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. En un an, la progression est de 1,0 %, aussi bien dans le tertiaire (gain de 325 000 actifs) que dans l'industrie (+ 76 000). Dans la construction, la hausse atteint 1,6 % pour 40 000 emplois de plus. La baisse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit entre juin 2018 et juin 2019, de 1,47 million à 1,35 million. Dans le même temps, le taux de chômage fléchit à 3,1 %, soit 0,3 point de moins qu'en 2018.

Le ralentissement économique touche également les länder voisins du Grand Est, en raison du recul des commandes à l'industrie manufacturière : durant le 1<sup>er</sup> semestre 2019, la croissance est nulle dans le **Bade-Wurtemberg** par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018, et négative en **Rhénanie-Palatinat** et dans la **Sarre** (- 0,9 % et - 0,4 %). Néanmoins, le nombre de salariés dans le Bade-Wurtemberg est en hausse de 1,5 % et le taux de chômage publié par l'Agence pour l'emploi se stabilise à 3,0 % fin juin 2019, comme un an auparavant. En Rhénanie-Palatinat, les effectifs salariés progressent également de 1,5 % et le taux de chômage décroît faiblement à 4,3 % contre 4,4 % en juin 2018. Dans la Sarre, le nombre de salariés augmente de 0,4 % et le taux de chômage se stabilise à 6,0 % comme en juin 2018.

En **Suisse**, l'activité décélère légèrement mais reste dynamique avec une progression de 0,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, après celle de 0,4 % au trimestre précédent. Elle est soutenue par la demande intérieure, tant privée que publique (+ 0,3 % et + 0,1 %). L'industrie manufacturière contribue favorablement à la croissance avec une valeur ajoutée en hausse de 1,3 %, de même que certaines branches

des services, comme l'hôtellerie-restauration ou le secteur financier (+ 2,6 % et + 0,7 %). En revanche, la balance commerciale de biens et services a, dans l'ensemble, freiné la croissance, avec des exportations et des importations en baisse (de - 0,8 % et - 0,6 %). Pour la neuvième année consécutive, l'emploi progresse en Suisse avec + 1,2 % sur un an. Il est en hausse aussi bien dans l'industrie et la construction que dans les services (+ 1,5 % et + 1,2 %). Le pays accueille 322 840 frontaliers, soit + 2,4 % sur un an, dont 54,8 % viennent de France (hausse de 3,2 %). Dans la **Suisse du Nord-Ouest**, le nombre d'emplois augmente de 1,5 %. Sur les 41 000 frontaliers résidant en France et qui se rendent dans les cinq cantons de la Suisse du Nord-Ouest, 81 % résident en Alsace.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, 205 000 personnes étaient au chômage en Suisse, soit 21 000 de moins qu'un an auparavant. Le taux de chômage est ainsi passé de 4,6 % à 4,2 % de la population active. Dans la Suisse du Nord-Ouest, le nombre de chômeurs recule de 29 000 à 20 000 en moyenne entre les 2<sup>e</sup> trimestres 2018 et 2019, et le taux de chômage chute de 4,4 % à 3,0 %.

Au **Luxembourg**, la situation du marché du travail reste dynamique et l'emploi continue sa progression (+ 3,7 % sur un an). L'emploi frontalier se situe dans une dynamique encore plus favorable (+ 1,0 % en trois mois et + 4,9 % en un an) et les 200 900 frontaliers représentent 43 % des emplois du pays. Le taux de chômage concerne 5,5 % de la population active, comme en juin 2018.

En **Belgique**, le produit intérieur brut poursuit sa progression avec une croissance de 0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, après + 0,3 % au trimestre précédent. L'activité est soutenue par la demande intérieure (+ 0,3 %), liée à la hausse de la consommation des ménages (+ 0,3 %), des investissements des entreprises (+ 0,7 %) et des administrations (+ 0,2 %). Les exportations contribuent favorablement à la croissance (+ 0,2 point de pourcentage). L'emploi est également orienté à la hausse à + 0,4 % par rapport au trimestre précédent et + 1,6 % en une année. Le taux de chômage recule, de 6,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 à 5,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. En **Wallonie**, la baisse du chômage atteint 2,2 points sur un an pour un taux de 6,9 % et le nombre d'actifs occupés progresse de 5 %.

*Note : tous les taux de chômage sont au sens du BIT, à l'exception de ceux des länder.*

## Contexte international

### Au niveau international, les tensions commerciales se concrétisent et les incertitudes s'accroissent

Les perspectives mondiales continuent de s'assombrir, sous l'effet notamment de l'escalade protectionniste entre la Chine et les États-Unis et des incertitudes liées au Brexit. La production industrielle allemande est, par exemple, particulièrement affectée. Prenant acte de ce contexte, les banques centrales assouplissent à nouveau leur politique monétaire, aux États-Unis comme en Europe. À l'image de la plupart des grandes économies, l'activité de la zone euro ralentirait en 2019 (+ 1,2 % en 2019 après + 1,9 %).

#### Insee du Grand Est

Cité Administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :  
Joël Creusot

Rédaction en chef :  
Jacques Marty

ISSN 2492-5152  
© Insee 2019

## Pour en savoir plus

- « Les risques internationaux s'accroissent ; la croissance française résiste », *Note de conjoncture*, Insee, octobre 2019.
- Tableau de bord Conjoncture : Grand Est, Insee.fr, octobre 2019.
- « L'emploi augmente, le chômage baisse, l'activité de la construction fléchit », *Insee Conjoncture Grand Est* n° 19, juillet 2019.

